

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

**Industrial and Commercial
Bank of China (Europe) S.A.
32 boulevard Royal
L-2449 Luxembourg**

R.C.S. Luxembourg : B 119320

**États financiers annuels au 31 décembre 2023
(accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises agréé y afférent)**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport de gestion

La Direction autorisée d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque » ou « ICBC (Europe) S.A. ») présente son rapport et les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2023, la Banque immatriculée et sise au Luxembourg possédait six succursales à Paris, Amsterdam (avec un bureau à Rotterdam), Bruxelles (avec un bureau à Anvers), Milan (avec un bureau à Rome), Madrid (avec un bureau à Barcelone) et Varsovie (collectivement dénommées les « succursales »), ainsi qu'un bureau de représentation à Athènes.

Revue financière

Au 31 décembre 2023, le total de l'actif s'élevait à 5 074 702 419 euros, dont 2 317 403 094 euros correspondent à des prêts et avances à la clientèle et 946 884 222 euros à des prêts et avances aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2023, le total du passif s'élevait à 5 074 702 419 euros, dont 1 770 597 559 euros correspondent à des passifs dus aux établissements de crédit et 2 571 886 520 euros à des dettes dues à la clientèle. Au 31 décembre 2023, le capital social totalisait 437 432 880 euros, divisé en 36 452 740 actions d'une valeur nominale de 12 euros. Durant l'exercice 2023, la Banque n'a pas opéré de rachats d'actions propres et n'exerçait pas d'activité de recherche et développement spécifique.

Les principaux mouvements du bilan au 31 décembre 2023 comparativement à 2022 se caractérisent principalement par la baisse globale des montants figurant en Caisse, banques centrales et CCP de 1 565 475 743 euros, qui reflète principalement la diminution des Dettes envers la clientèle de 1 375 962 527 euros.

La Banque a généré un profit de 25 695 140 euros au titre de l'exercice 2023, contre des pertes de 147 706 626 euros au titre de l'exercice précédent. Ce profit s'explique principalement par des amortissements additionnels des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements. Au 31 décembre 2023, la rentabilité des actifs était de 0,51 % (2022 : -2,00 %).

Principales activités

La Banque remplit sa mission, qui est de répondre à la demande financière transfrontalière entre la Chine et l'UE et de favoriser la communication à cet égard. Ses principales activités

durant l'exercice 2023 étaient la banque d'entreprise, la souscription d'obligations et les activités de banque d'investissement, la gestion de trésorerie, les investissements en titres à revenu fixe, les opérations sur les marchés monétaires et des changes, la prise de dépôts et le transfert de fonds, ainsi que les opérations liées au yuan. En 2023, la Banque préparait de nouveaux instruments de financement en établissant en juillet 2023 un programme *Euro Medium Term Notes* (EMTN) pour renforcer ses engagements à long terme.

En 2023, la Banque et ses succursales ont continué d'explorer les opportunités commerciales locales et de répondre aux demandes financières des entités d'origine chinoise. Pendant l'exercice 2023, elle a continué de proposer ses services à son portefeuille de clients auprès d'établissements financiers bancaires et non bancaires, dans des branches d'activité aussi diverses que les prêts, le refinancement de crédits commerciaux, la souscription à des émissions obligataires, le marché monétaire et les changes. La Banque et ses succursales ont poursuivi, dans le cadre d'un syndicat, le projet d'opérations ciblées de refinancement de long terme (TLTRO) lancé par la Banque Centrale du Luxembourg en vue de réduire les coûts de financement.

En 2023, la Banque a recruté des candidats sur le marché européen. Cette démarche, qui s'inscrit dans sa stratégie, vise à mettre à profit les compétences, les connaissances et l'expérience locales dans le cadre de ses activités. En outre, elle a recruté des stagiaires provenant d'écoles de commerce et d'universités afin de renforcer son rôle social auprès des communautés et de la société dans lesquelles elle exerce ses activités.

✧ **Système de gestion des risques**

En 2023, la Banque a continué de consacrer d'importantes ressources au renforcement de son dispositif de gestion des risques d'entreprise, en mettant l'accent sur ses dispositifs relatifs à la gouvernance, aux procédures et à la gestion des risques, ainsi que sur son dispositif et son modèle de risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (*interest rate risks for banking book*, IRRBB). Elle a réussi à mettre en place une structure d'actifs plus saine et plus durable par rapport à l'exercice précédent, et a obtenu de bons résultats concernant l'amélioration de la qualité des actifs, la gestion consolidée du capital, la gestion stable des liquidités et la capacité à générer des bénéfices.

Compte tenu de la volatilité accrue des taux d'intérêt sur les marchés internationaux en 2022, la Banque a maintenu le suivi mensuel de l'évolution de ses IRRBB en 2023. Au cours de la période, elle a également poursuivi son évaluation des IRRBB du point de vue du résultat, en complément de celui des revenus d'intérêts nets (*net interest income*, NII), et a continué à appliquer le modèle interne permettant de calculer le risque lié aux options pour le retrait anticipé des dépôts à terme et le remboursement anticipé des prêts. Un test de résistance renforcé, considérant la variation des taux d'intérêt telle qu'elle est constatée comme un facteur de stress, a également été appliqué. Après une inspection sur site de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la « CSSF »), en 2023, qui avait pour objet les IRRBB, la Banque a revu son dispositif interne et a travaillé en collaboration avec un conseiller externe afin de mettre à jour son outil de calcul existant et développer de nouveaux modèles. En 2024, elle finalisera ce processus pour répondre pleinement aux observations et recommandations formulées par la CSSF à la suite de cette inspection. Tout au long de l'exercice considéré, la Banque n'a dépassé aucun des seuils réglementaires en matière d'IRRBB.

En 2023, la Banque a actualisé les indicateurs et limites relatifs à son appétit pour le risque afin de respecter l'équilibre entre risques et rendements et, à l'appui de sa stratégie de contrôle des risques, d'améliorer le système global de gestion des risques, de renforcer les capacités en la matière et de garantir l'unité de la gestion de l'appétit pour le risque. Outre les indicateurs

de rentabilité, les principaux indicateurs relatifs à l'appétit pour le risque ont été maintenus à des niveaux satisfaisants et adéquats.

Fin 2023, le ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque était de 21,16 %, reflétant ainsi un niveau élevé et stable tout au long de l'exercice.

Concernant le risque de crédit, la Banque a constamment renforcé le dispositif unifié de gestion du crédit avec le renforcement du suivi de ce risque (en ce qui concerne notamment l'exposition aux tensions et conflits territoriaux), l'optimisation de l'appétit pour le risque et des seuils portant sur le risque de crédit et le risque pays, ainsi que la mise à jour des politiques et procédures internes relatives à la gestion de crédit. Grâce au Global Credit Management System (GCMS), la Banque a suivi la méthodologie de gestion du risque de crédit mise au point par sa société mère et assuré sa conformité avec la législation locale et européenne.

Au 31 décembre 2023, le ratio des prêts non productifs de la Banque était de 0,18 %, ce qui démontre l'excellente qualité de son portefeuille de prêts. De même, un amortissement de 3 millions d'euros a été comptabilisé au titre des prêts et avances et des provisions pour passifs éventuels et engagements, en vue d'atténuer le risque de crédit. Les investissements obligataires de la Banque sont cohérents avec sa stratégie annuelle en la matière. Au 31 décembre 2023, l'ensemble des limites du risque de crédit était conforme au plan y afférent.

Concernant le risque de marché, la Banque a publié son Plan annuel 2023 relatif à la gestion des limites du risque de marché dans le portefeuille de transactions. Au 31 décembre 2023, l'ensemble des limites du risque de marché était conforme au plan y afférent.

Concernant le risque de liquidité, la Banque a mis en œuvre une politique de gestion y afférente visant à garantir qu'elle conserve des liquidités suffisantes et respecte les exigences réglementaires, et a mis en place une gestion interne ciblée du ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) au niveau des succursales et au niveau global, du ratio de liquidité à court terme (LCR) au niveau global ainsi que des objectifs de sorties de trésorerie nettes issues du LCR au niveau des succursales. Le LCR s'élevait à 376,04 % et le NSFR à 119,64 %, des niveaux conformes aux exigences réglementaires et aux objectifs internes. L'impact d'une diminution/augmentation de 200 points de base des taux d'intérêt sur la valeur économique de la Banque s'élèverait à, respectivement, 16,60 millions d'euros et -30,06 millions d'euros. En outre, le pire des six scénarios de chocs de taux d'intérêt (à savoir le choc parallèle vers le haut) entraînerait une diminution de la valeur économique de -30,19 millions d'euros. Les diminutions résultant des tests sont égales respectivement à -4,58 % et -6,62 % des fonds propres/fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) de la Banque. Le calcul du test de résistance renforcé démontre une diminution de la valeur économique des fonds propres de la Banque de -39,44 millions d'euros. En ce qui concerne les NII, les résultats du test de résistance parallèle réglementaire indiquent respectivement une augmentation de 0,65 million d'euros dans le cas d'un choc parallèle vers le bas et une diminution de -4,19 millions d'euros dans le cas d'un choc parallèle vers le haut. Ces résultats prennent en considération l'évaluation des risques liés aux options d'une valeur de -0,84 million d'euros et -1,21 million d'euros respectivement. En outre, le pire des scénarios de chocs (à savoir le choc dit *flattener*) indique une baisse de -5,66 millions d'euros. Pour ce qui est du résultat, le test se traduit par une augmentation de 36,92 millions d'euros et une diminution de -37,58 millions d'euros en cas de choc parallèle vers le bas ou vers le haut, en raison de l'impact causé par la variation des taux sur la valeur des obligations comptabilisées à leur juste valeur (soit 36,27 millions d'euros et -33,39 millions d'euros respectivement).

Concernant le risque opérationnel, la Banque a actualisé les limites et avertissements relatifs à son appétit pour le risque opérationnel en 2023, finalisé son auto-évaluation du contrôle des

risques, le rapport d'évaluation du risque opérationnel et le rapport sur les fraudes relatives aux services de paiement, et amélioré le processus de recours hiérarchique pour les risques opérationnels.

Des informations relatives au rapport Pilier 3 de la Banque pour l'exercice 2023 seront publiées sur le site Internet suivant courant 2024 : <https://europe.icbc.com.cn>.

La Banque a mis en place un système de gestion ainsi qu'un dispositif de reporting et de communication au sein du siège et des succursales, et élaboré des procédures pour prévenir et contrôler le risque juridique et assurer la gestion des plaintes des clients.

Concernant le risque de réputation, la Banque applique le principe de prévention et a mis en place un dispositif permettant de suivre les informations négatives et d'identifier tout éventuel risque en la matière.

Concernant le risque de conformité, en 2023, la Banque a renforcé son dispositif complet en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que son évaluation des risques. Elle a en outre rigoureusement coordonné un projet global de gouvernance afin de garantir la conformité avec les dernières évolutions réglementaires.

Le directeur de la conformité au plan européen a achevé la transformation de la fonction conformité entreprise en 2019, du point de vue structurel, posant ainsi les bases pour de nouvelles évolutions de cette fonction dans l'exercice habituel de l'activité.

Ainsi, la fonction conformité a continué à déployer son programme de formation, son cadre d'évaluation des risques de conformité et de suivi de ces risques, ainsi que la surveillance de ses succursales. Cela a été possible grâce au renforcement de sa fonction de supervision au sein du siège, à l'amélioration de la gestion des outils de conformité, à l'élaboration et à la mise à jour de la documentation normative et à l'amélioration des informations de gestion. En 2024, la Banque et la fonction conformité poursuivront l'amélioration des dispositifs de gouvernance et de conformité, en particulier l'évaluation des risques, le contrôle et le reporting, ainsi que la conformité dans le domaine de la transformation numérique.

En ce qui concerne les risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), la Banque a mis en place un dispositif de gestion des risques et accorde une grande attention à leur prévention, car ils ont été identifiés par la Banque centrale européenne (BCE) et la CSSF comme un risque majeur dans le secteur bancaire.

✧ **ESG**

En 2023, le Sustainable Finance Department de la Banque a continué d'intégrer et d'améliorer les critères ESG en élaborant un cadre ESG et en dispensant au personnel une formation de sensibilisation sur le sujet. La Banque renforce la surveillance de ses succursales en matière d'ESG en établissant des canaux de communication dédiés, en garantissant une structure solide et fiable, et en affinant l'évaluation de la double matérialité afin de prendre en compte les facteurs sociaux et de gouvernance dans son rapport ESG annuel et de garantir sa conformité réglementaire du point de vue ESG. À l'avenir, elle continuera à financer la transition vers une économie bas carbone en Europe, et saisira de nouvelles opportunités de croissance dans le cadre de prêts à impact.

✧ **Déclaration de responsabilité de la Direction autorisée**

La Banque prépare et présente les rapports légaux prudentiels à la CSSF conformément à la réglementation applicable aux établissements financiers au Luxembourg, et publie le rapport annuel et les informations requises par la législation et la réglementation en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Les membres de la Direction autorisée ont revu les états financiers annuels et les rapports financiers pour l'exercice 2023 conformément à la législation et à la réglementation applicables.

✧ **Affectation du résultat**

Il n'a pas été versé de dividende durant l'exercice 2023 et la Direction autorisée propose qu'aucun dividende ne soit distribué en 2024 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Conformément à la législation luxembourgeoise, la Banque conserve une réserve légale. La Direction autorisée propose d'affecter les profits de l'exercice 2023 au résultat non distribué après déduction de 5 % du montant de cette réserve légale.

✧ **Événements significatifs**

Événements significatifs survenus durant l'exercice 2023 :

Pour se conformer aux exigences, la Banque a assuré, en 2023, le suivi des observations et demandes formulées par les autorités locales de régulation agissant au Luxembourg conformément aux plans d'action convenus.

Aucun autre événement postérieur au 31 décembre 2023 et susceptible d'affecter de manière significative les états financiers annuels et les informations s'y rapportant pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'est survenu.

✧ **Prévisions pour 2024**

Outre les enjeux d'ordre général relevant des marchés financiers, la situation macroéconomique de l'Union européenne, l'évolution potentielle de l'inflation et des taux d'intérêt de base de la BCE et de la Fed, les conflits en Ukraine, au Moyen-Orient et dans la région de la mer Rouge, ainsi que les possibles fluctuations des prix et l'impact négatif qu'ils entraînent sur les chaînes d'approvisionnement en produits, en produits semi-finis, en matières premières, en énergie et en ressources naturelles pourraient avoir des effets persistants sur la situation économique de l'Union européenne pour toute l'année 2024. En date du présent rapport, les conséquences des facteurs qui précèdent sur l'activité de la Banque en 2024 sont encore incertaines. Si les incertitudes et le risque de volatilité liés aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient perduraient tout au long de 2024, l'activité de la Banque pourrait être négativement affectée, mais la Direction autorisée n'anticipe aucun impact négatif majeur sur sa solvabilité et sa liquidité. Néanmoins, au vu des incertitudes susmentionnées, la Direction autorisée de la Banque et de ses succursales se prépare à d'éventuels scénarios négatifs et gère les risques potentiels.

En 2024, la Banque compte cibler de nouvelles opportunités commerciales et continuera de servir ses clients, des entreprises chinoises investissant en Europe, des sociétés européennes ayant des intérêts commerciaux en Chine, ainsi que des entreprises locales. Elle s'efforcera en priorité i) de maintenir le développement de son activité dans une tendance stable et durable, ii) de renforcer sa capacité à fournir un service client qui privilégie les services de banque d'entreprise, les marchés financiers, les transactions transfrontières en yuan et la finance verte, iii) d'accroître la capacité de la gestion régionale, en se concentrant plus particulièrement sur la centralisation du *middle* et du *back-office*, et sur l'intégration régionale, mais aussi iv) d'accélérer l'amélioration de la gestion ESG, notamment avec la création d'une base de données ESG.

La Direction autorisée d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.

LI Feng
Directeur général adjoint
Luxembourg, le 28 mars 2024

Deloitte Audit

Société à responsabilité limitée

20 Boulevard de Kockelscheuer

L-1821 Luxembourg

Tél. : +352 45 14 51

www.deloitte.lu

Au Conseil d'administration

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.

32 boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque ») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport, qui comprennent le bilan, le compte de résultat et les notes aux états financiers, dont un résumé des principales méthodes comptables.

Nous certifions que les états financiers annuels sont, au regard de la législation et de la réglementation luxembourgeoises relatives à la préparation et à la présentation des comptes, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon le Règlement (UE) n° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « Loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées au Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé » du présent rapport. Nous avons réalisé notre mission d'audit des états financiers annuels dans le respect du Code international de déontologie des professionnels comptables, incluant les Normes internationales d'indépendance, établi par le Conseil international des normes de déontologie comptable (« Code IESBA ») tel qu'adopté au Luxembourg par la CSSF, et des exigences déontologiques applicables à notre audit, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités au titre de ces obligations. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des états financiers annuels de la période courante. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des états financiers annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces éléments.

Évaluation des prêts et avances à la clientèle et informations associées

- a) Raisons pour lesquelles ce point a été considéré comme l'un des plus importants pour notre audit des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les prêts et avances à la clientèle s'élèvent à 2 317 403 094 euros à la fin de l'exercice. Ces prêts sont comptabilisés au coût d'acquisition et la Banque constitue des provisions au titre des créances douteuses (8,65 millions d'euros au 31 décembre 2023). Certains aspects de la comptabilisation des pertes sur prêts font largement appel au jugement de la direction, notamment aux fins de l'identification des prêts en détérioration, la détermination de l'existence d'une indication objective d'une perte de valeur, l'appréciation de la valeur des garanties, et l'estimation des montants recouvrables.

Les portefeuilles dont la valorisation est source d'incertitude sont ceux dont les prêts et avances à la clientèle ne sont pas garantis ou dont les garanties pourraient s'avérer insuffisantes.

En raison de l'importance des prêts et avances à la clientèle et de l'incertitude liée à l'estimation connexe, nous considérons l'évaluation des prêts comme un point clé de l'audit. Voir les informations relatives aux méthodes comptables dans la Note 2, « Résumé des principales méthodes comptables », et les paragraphes portant sur le risque de crédit de la Note 3, « Informations sur les instruments financiers » dans les états financiers annuels.

- b) Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à tester la conception et la mise en œuvre des contrôles internes relatifs à la détermination des provisions pour pertes sur prêts, ainsi que des tests de corroboration.

Notre évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles clés relatifs au processus de prêt a notamment porté sur les points suivants :

- l'analyse et l'autorisation de crédit par une autorité compétente avant l'octroi du prêt ;
- le bon enregistrement des modalités du prêt dans les systèmes, sur la base du contrat de prêt validé ; et
- le suivi régulier de la valeur des garanties, y compris la fixation régulière du prix des instruments financiers ainsi que le suivi des garanties insuffisantes et du niveau requis de réserve de collatéral supplémentaire.

Nos tests de corroboration ont notamment compris ce qui suit :

- nous avons lu les procès-verbaux des réunions du Comité de crédit de la Banque jusqu'à la date de notre rapport d'audit afin d'identifier les indices de perte de valeur à la clôture ;
- pour le portefeuille de prêts intégralement garantis :

- par des garanties financières, nous avons examiné l'évaluation interne des garants faite par la Banque, afin d'identifier tout facteur susceptible d'affecter la recouvrabilité de l'exposition ;
- par un collatéral autre qu'une garantie financière, nous avons pris en compte les rapports d'évaluation les plus récents disponibles ;
- pour le portefeuille de prêts partiellement garantis, nous avons examiné l'évaluation interne de la solvabilité des clients faite par la Banque, sur la base des notations de crédit externes, des états financiers les plus récents et des informations à la disposition du public afin d'identifier tout indice de difficulté de recouvrement de l'exposition. En outre, nous avons vérifié si des montants échus avaient été réglés durant l'exercice ou postérieurement ;
- nous avons évalué les provisions pour dépréciation pour les prêts et avances à la clientèle individuellement dépréciés.

Enfin, nous avons déterminé si les informations figurant dans les états financiers annuels reflétaient de manière appropriée l'exposition de la Banque au risque de crédit.

Autres informations

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des autres informations. Celles-ci présentent les informations du rapport de gestion, sans les états financiers annuels ni le Rapport du réviseur d'entreprises agréé. Notre opinion sur les états financiers annuels ne concerne pas les autres informations, au sujet desquelles nous n'exprimons aucune sorte d'assurance.

Dans le cadre de notre audit des états financiers annuels, nous sommes tenus de lire les autres informations. Ce faisant, nous considérons leur pertinence substantielle au regard des états financiers annuels ou de notre connaissance acquise à partir de notre audit, ou la présence d'inexactitudes importantes. Si, sur la base de notre travail, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler. À cet égard, nous n'avons aucune opinion à formuler.

Responsabilité des Administrateurs et des responsables de la gouvernance

Il appartient au Conseil d'administration d'établir des états financiers annuels présentant une image fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers annuels, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces états financiers, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Banque ou de cesser son activité, ou s'il n'existe aucune autre solution réaliste.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'établir un rapport du réviseur d'entreprises agréé comprenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA, telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 ainsi qu'aux ISA telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que les informations les concernant établies par le Conseil d'administration.
- Nous apprécions le caractère approprié de l'application par le Conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs du Rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les informations fournies dans les états financiers annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, nous modifions notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport en qualité de réviseur d'entreprises agréé. Toutefois, la continuité d'exploitation de la Banque pourrait être remise en cause par des événements ou des conditions futurs.
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris des informations fournies, et évaluons si les états financiers annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue et le calendrier d'audit prévus et les conclusions d'audit importantes, notamment toute déficience significative du contrôle interne que nous avons identifiée durant notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration affirmant que nous avons respecté les règles déontologiques en matière d'indépendance, et leur indiquons les relations et autres points qui pourraient mettre en doute notre indépendance, ainsi que, le cas échéant, les garanties associées.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport aux responsables de la gouvernance figurent ceux qui, selon notre jugement, sont les plus importants pour l'audit des états financiers annuels de la période courante et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport, sauf si la législation ou la réglementation interdit leur publication.

Rapport sur les autres obligations juridiques et réglementaires

Nous avons été mandatés par le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 15 novembre 2023, comme réviseur d'entreprises agréé, et la durée de notre mandat sans interruption, y compris les mandats et les reconductions précédents, est de trois ans.

Le rapport de gestion est cohérent avec les états financiers annuels et a été préparé en conformité avec les obligations légales applicables.

Nous confirmons qu'aucun service autre que d'audit interdit au titre du Règlement (UE) n° 537/2014 n'a été fourni et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Banque lors de la réalisation de l'audit.

Pour Deloitte Audit, cabinet de révision agréé

Ekaterina Volotovskaya, Réviseur d'entreprises agréé

Associée

Luxembourg, le 28 mars 2024

Bilan				
Au 31 décembre 2023				
(présenté en euros)				
Actif	Notes	31.12.2023	31.12.2022	
Caisse, banques centrales et CCP	3	453 072 036	2 018 547 779	
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	3, 4	589 427 842	655 781 591	
- Bons du Trésor		380 741 167	372 878 080	
- Autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales		208 686 675	282 903 511	
Prêts et avances aux établissements de crédit	3, 6	946 884 222	888 843 669	
a) remboursables à vue		197 975 639	375 366 752	
b) autres prêts et avances		748 908 583	513 476 917	
Prêts et avances à la clientèle	3	2 317 403 094	2 975 427 745	
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	3, 4	689 295 378	787 316 476	
- émis par des établissements publics		161 810 697	161 276 979	
- émis par d'autres emprunteurs		527 484 681	626 039 497	
Actions et autres titres à rendement variable	3, 4	10 683 368	15 801 488	
Immobilisations incorporelles	5	34 298	65 624	
Immobilisations corporelles	5	25 214 431	25 729 168	

Autres actifs	7	4 565 639	2 903 621
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	6, 8	38 122 111	33 131 135
Total de l'actif	9	5 074 702 419	7 403 548 296

Passif	Notes	31.12.2023	31.12.2022
Dettes envers les établissements de crédit	3, 6	1 770 597 559	2 761 981 943
a) remboursables à vue		198 830 847	211 127 507
b) à échéances ou avec préavis fixes		1 571 766 712	2 550 854 436
Dettes envers la clientèle	3	2 571 886 520	3 947 849 046
a) remboursables à vue		1 758 125 197	2 457 605 446
b) à échéances ou avec préavis fixes		813 761 323	1 490 243 600
Autres passifs	7	7 305 236	8 481 695
Charges à payer et produits constatés d'avance	6, 8	64 618 187	55 717 471
Provisions	12	25 493 813	20 412 177
a) provisions pour impôts		7 981 682	4 284 481
b) autres provisions		17 512 131	16 127 696
Passifs subordonnés	3	200 000 000	200 000 000
Capital souscrit	10	437 432 880	437 432 880
Réserves	11	7 884 416	7 884 416
Résultat non distribué	11	-36 211 332	111 495 294
Résultat de l'exercice	11	25 695 140	-147 706 626
Total du passif	9	5 074 702 419	7 403 548 296

Éléments hors bilan

Au 31 décembre 2023
(présenté en euros)

Éléments hors bilan	Notes	31.12.2023	31.12.2022
Passifs éventuels	3, 22	310 866 531	372 786 263
Engagements			
Facilités de crédit non tirées	3, 22	1 316 570 151	1 445 490 255

Compte de résultat

Au 31 décembre 2023
(présenté en euros)

	Notes	31.12.2023	31.12.2022
Intérêts à recevoir et assimilés	14	215 596 010	129 221 525
dont :			
- valeurs mobilières à revenu fixe		27 231 393	29 521 482
Intérêts à payer et assimilés	14	-184 287 371	-83 392 836
Titres participatifs		---	20 468
Commissions à recevoir		41 411 789	28 800 924
Commissions à payer	15	-8 706 358	-5 714 015
Résultat financier net	16	-13 228 752	-7 175 302
Autres produits opérationnels	18	14 660 947	9 497 974
Frais généraux et administratifs		-75 888 560	-70 550 276

a) charges de personnel	19	-54 882 049	-52 860 282
<u>dont :</u>			
- traitements et salaires		-39 014 596	-36 948 853
- charges sociales		-9 626 178	-9 869 895
b) autres charges administratives		-21 006 511	-17 689 994
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	5	-627 069	-757 560
Autres charges opérationnelles	18	-5 337 351	-6 047 923
Amortissement des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements	3	-3 399 831	-148 002 981
Amortissement additionnel des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements		50 712 264	9 548 923
Amortissement des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées		-285 134	-916 424
Amortissement additionnel des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées		838 725	33 229
Impôt sur le résultat des activités ordinaires		-5 764 169	-2 272 353
Résultat des activités ordinaires après impôts		25 695 140	-147 706 626
Résultat de l'exercice		25 695 140	-147 706 626

Notes aux états financiers annuels

Au 31 décembre 2023

Note 1 – Généralités

Présentation de la Société

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque ») a été créée le 5 septembre 2006 sous la forme juridique d'une société anonyme de droit luxembourgeois pour une durée illimitée.

Le siège social de la Banque est situé 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. La Banque est inscrite au Registre de Commerce du Luxembourg (RCS) sous le n° B 119320.

Le 3 décembre 2010, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé à l'unanimité de modifier la raison sociale de la Banque d'Industrial and Commercial Bank of China, Luxembourg S.A. en Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.

Les états financiers de la Banque sont consolidés avec ceux d'Industrial and Commercial Bank of China Ltd., Beijing, Chine (« ICBC Ltd. »). Il s'agit du plus grand ensemble d'entreprises auquel elle appartient, en tant que filiale. Ces états financiers peuvent être obtenus auprès de la société mère à l'adresse suivante : 55, Fuxingmennei Avenue, Xicheng District, 100140 Beijing – Chine.

Nature des activités de la Banque

La Banque exerce différentes activités bancaires et de financement pour compte propre et pour compte de tiers. Elle joue également, à travers un réseau de succursales, le rôle de plateforme centrale de développement pour commercialiser ses services en Europe.

Au 31 décembre 2023, la Banque immatriculée au Luxembourg possédait six succursales à Amsterdam (avec un bureau à Rotterdam), Bruxelles (avec un bureau à Anvers), Madrid (avec un bureau à Barcelone), Milan (avec un bureau à Rome), Paris et Varsovie (collectivement dénommées les « succursales »), ainsi qu'un bureau de représentation à Athènes.

États financiers annuels

L'exercice de la Banque coïncide avec l'année civile.

Note 2 – Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers annuels ont été établis conformément à la législation et à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, et aux méthodes comptables généralement admises dans le secteur bancaire du pays.

Les méthodes comptables et les principes d'évaluation sont, outre ceux établis par la législation et la réglementation, déterminés et appliqués par le Conseil d'administration.

Sauf obligation contraire prévue par les règles et la réglementation luxembourgeoises, les politiques opérationnelles et les principes d'évaluation sont déterminés et contrôlés par le Conseil d'administration conformément à ceux appliqués par le groupe ICBC Ltd.

Les principales méthodes comptables sont exposées ci-après :

Date de comptabilisation des transactions au bilan

Les actifs et passifs sont comptabilisés au bilan lorsque les fonds ont été compensés, c'est-à-dire à la date de leur transfert effectif.

Opérations en devises

Les états financiers annuels sont présentés en euros.

La Banque utilise un système de comptabilisation multidevise qui enregistre tous les actifs et passifs dans leur monnaie initiale. Dans le cadre de la préparation des états financiers annuels présentés en euros, les montants en devises sont convertis comme suit :

- tous les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en euros au taux au comptant en vigueur à la date de clôture. Toutefois, les immobilisations corporelles et incorporelles, le capital souscrit, le résultat non distribué et les réserves sont convertis en euros aux taux de change historiques. Les profits et pertes de réévaluation latents et réalisés sont comptabilisés en résultat ;
- les produits et les charges libellés en devises sont comptabilisés dans leur monnaie initiale, puis convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Échéances des actifs et passifs

Les actifs et passifs remboursables à vue correspondent aux montants pouvant être tirés sans préavis ou avec un préavis de 24 heures ou d'un jour ouvrable. L'expression « à échéance fixe » signifie une échéance supérieure à un jour ouvrable, y compris un préavis supérieur à un jour ouvrable. Les actifs et passifs sont toujours classés en fonction de leur échéance résiduelle à la date de clôture.

Prêts et avances

Les prêts et avances sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. La Banque a pour politique de constituer des provisions spécifiques pour créances douteuses en fonction des circonstances et à hauteur des montants indiqués par le Conseil d'administration. Ces provisions sont déduites des comptes d'actifs correspondants et sont reprises si elles ne sont plus motivées. Les intérêts courus sont comptabilisés au bilan sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont comptabilisées au passif à hauteur du montant à payer.

Valeurs mobilières

Valeurs mobilières à revenu fixe

La Banque a divisé son portefeuille de titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe et de bons du Trésor

et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales, en deux catégories, à savoir :

- un portefeuille structurel en titres, censés être utilisés en continu dans le cadre des activités de la Banque ;
- un portefeuille d'investissement en titres détenus à des fins de rendement.

Ces titres sont initialement comptabilisés dans le bilan au coût d'acquisition, ce dernier incluant le coût d'achat de chaque actif.

La Banque évalue les titres des portefeuilles d'investissement et structurel au plus faible de leur coût (ou de leur coût amorti, le cas échéant), de leur valeur de marché ou de leur valeur de réalisation nette déterminée de bonne foi par le Conseil d'administration en l'absence de valeur de marché. Faute de cotation officielle, l'évaluation est réalisée à la valeur probable de réalisation ou à un coût avoisinant le mieux possible la valeur intrinsèque des titres.

Titres émis sur une base actualisée (tels que des obligations zéro-coupon)

La différence entre le coût d'acquisition (ou la valeur de cession) et la valeur nominale est répartie sur la période durant laquelle les titres émis sur une base actualisée restent dans le portefeuille de la Banque.

Les intérêts courus sont ainsi calculés *pro rata temporis* et sont ajoutés à la valeur comptable des titres.

Titres non émis sur une base actualisée

Les intérêts courus depuis la date de paiement du dernier coupon ou depuis l'émission sont comptabilisés dans un compte transitoire jusqu'à la date de paiement du prochain coupon.

Valeurs mobilières à revenu fixe

Concernant le portefeuille d'investissement :

Si des valeurs mobilières à revenu fixe classées dans le portefeuille d'investissement sont acquises avec une surcote ou une décote, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est comptabilisée comme des versements échelonnés dans le compte de résultat sous le poste « Intérêts à payer et assimilés » ou « Intérêts à recevoir et assimilés ». Les versements échelonnés sont comptabilisés *pro rata temporis* sur la durée de vie du titre. Le montant cumulé des amortissements des surcotes depuis la date d'acquisition est comptabilisé au passif du bilan sous le poste « Charges à payer et produits constatés d'avance ». Quant au montant cumulé des amortissements des décotes depuis la date d'acquisition, il est rapporté à l'actif du bilan sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Les pertes latentes sont comptabilisées sous le poste « Amortissement des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées ». Elles ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées. Les montants portés en résultat après la reprise du montant de l'amortissement sont comptabilisés sous le poste « Amortissement additionnel des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées ».

Concernant le portefeuille structurel :

Si des titres à revenu fixe classés dans le portefeuille structurel sont acquis avec une surcote, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est comptabilisée comme des versements échelonnés dans le compte de résultat sous le poste « Intérêts à payer et assimilés ». Les versements échelonnés sont comptabilisés *pro rata temporis* sur la durée de vie du titre. Le montant cumulé des amortissements depuis la date d'acquisition est comptabilisé dans le passif du bilan sous le poste « Charges à payer et produits constatés d'avance ».

Si des titres à revenu fixe sont acquis avec une décote et que le coût d'acquisition est utilisé comme base de l'évaluation, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est portée au résultat à la date d'échéance ou à la date de cession, si celle-ci est antérieure.

Les pertes latentes sont comptabilisées au compte de résultat sous le poste « Amortissement des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements. Elles ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées, auquel cas les amortissements additionnels résultant de l'application de la méthode de comptabilisation « au coût ou à la valeur de marché, si celle-ci est inférieure » sont enregistrés sous le poste « Amortissement

additionnel des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements ».

Accords de pension livrée

Conformément à la législation luxembourgeoise, les titres cédés en vertu d'accords de pension livrée moyennant un engagement irrévocable de rétrocession sont conservés dans le portefeuille de titres.

Actions et autres titres à rendement variable

Les actions et autres titres à rendement variable sont comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition.

À la date de clôture, les actions et autres titres à rendement variable sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Si la valeur de marché est inférieure au prix d'acquisition, des ajustements de valeur sont comptabilisés à hauteur de la perte latente. Ces corrections ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le mobilier et les agencements d'un coût inférieur à 1 000 euros ou dont la durée d'utilité anticipée ne doit pas dépasser l'exercice en cours sont comptabilisés directement au compte de résultat.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition diminué des amortissements. Les amortissements sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif concerné. En 2023 et 2022, les taux d'amortissement annuels utilisés ont été les suivants :

Immeubles	2,00 %
Ordinateurs	33,33 %
Autres mobiliers et agencements, outils et équipements	8,33 % – 16,67 %
Immobilisations incorporelles	33,33 %

Provisions

Les provisions sont censées couvrir les pertes qui risquent d'être ou dont il est certain qu'elles seront encourues ; elles sont basées sur les informations historiques et sont clairement définies, mais leur échéance et leur montant sont incertains à la date de clôture. Elles sont comptabilisées dans la monnaie dans laquelle est libellé l'actif auquel elles se rapportent.

La détermination de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité, de l'échéance et du montant des sorties de trésorerie font appel au jugement. Il est possible de demander conseil auprès d'un expert pour l'évaluation d'un litige. Les provisions pour actions en justice et questions réglementaires nécessitent généralement un niveau de jugement plus élevé que pour les autres types de provision. Dans un premier temps, il peut être difficile d'établir un jugement comptable en raison de l'incertitude substantielle qui demeure dans la détermination de l'existence d'une obligation actuelle, et dans l'estimation de la probabilité et du montant des sorties de trésorerie. Dans un deuxième temps, la direction évalue de façon périodique si des provisions doivent être comptabilisées et revoit les jugements et les estimations formulés au préalable, le cas échéant. Enfin, il est généralement plus simple de formuler des jugements et des estimations sur la base d'un ensemble précis de résultats possibles. Le montant provisionné peut toutefois varier de façon significative selon les hypothèses retenues. De nombreuses issues sont possibles à la suite d'une action en justice, d'une enquête ou d'investigations. Ainsi, il est souvent impossible de déterminer avec précision le montant de la provision pour chaque issue potentielle, ou le montant total des provisions compte tenu de la diversité, des circonstances et de l'incertitude des événements.

Conformément à la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque constitue une provision forfaitaire au titre des expositions aux risques, telle que définie par la législation régissant la surveillance prudentielle des banques. Cette provision a pour objectif de couvrir les risques susceptibles de se concrétiser, mais qui n'ont pas encore été identifiés à la date d'établissement des états financiers annuels.

Conformément aux instructions du 16 décembre 1997 émanant du Directeur des Contributions, cette

provision est constituée avant impôts et ne peut dépasser 1,25 % des expositions aux risques de la Banque.

La provision forfaitaire au titre des expositions aux risques est répartie, proportionnellement aux éléments servant de base au calcul, entre :

- la partie censée représenter un amortissement, qui est déduite des éléments d'actifs constituant l'exposition aux risques ; et
- la partie censée représenter une provision pour risques et charges attribuable au risque de crédit associé aux éléments hors bilan, au risque de change et aux risques de marché, qui doit être présentée comme un passif sous le poste « Provisions : autres provisions ».

Impôts

La Banque est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), à l'impôt commercial communal (ICC) et à l'impôt sur la fortune (IF) applicables au Luxembourg. Les impôts sont reconnus directement au compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice et non au cours de l'exercice durant lequel ils sont payés. En conséquence, des provisions pour impôts ont été comptabilisées sous le poste « Provisions : provisions pour impôts » au titre des exercices pour lesquels l'administration fiscale n'a pas établi le montant définitif de l'impôt. Les acomptes d'impôt sont comptabilisés sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Instruments financiers

Évaluation des opérations de swap de change

Une opération de swap de change est une unité économique formée par des opérations à terme et au comptant. Puisque les parties à terme et au comptant des opérations de swap de change forment une unité économique et se couvrent mutuellement, elles ne supportent aucun risque de change. Par conséquent, les écarts de change issus de la réévaluation des éléments au comptant couverts à terme sont annulés par les comptes de régularisation.

En ce qui concerne les opérations de swap de change associées à des éléments du bilan (swaps de trésorerie), la surcote ou décote est répartie *pro rata temporis* dans les comptes de régularisation du bilan (respectivement dans les postes « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » de l'actif et « Charges à payer et produits constatés d'avance » du passif). Les comptes de résultat à utiliser sont les « Intérêts à recevoir et assimilés » ou les « Intérêts à payer et assimilés » (sans compensation).

Concernant les opérations de swap de change qui ne sont pas associées à des éléments du bilan (swaps de transaction), les surcotes (valeurs positives) sont ignorées et les décotes (valeurs négatives) sont entièrement provisionnées.

Évaluation des opérations de change à terme

Les contrats de change à terme sont évalués aux taux applicables à la durée résiduelle du contrat à la date de clôture.

Le calcul des profits ou des pertes latents est basé sur le taux de change à terme pour chaque devise, et appliqué à tous les termes secs ayant la même échéance.

Les opérations de change à terme, qui sont uniquement réalisées pour le compte des clients, sont couvertes par des opérations de change à terme inverses adossées. Les pertes nettes latentes sont provisionnées et comptabilisées sous le poste « Provisions : autres provisions ». Les profits nets latents sur ces contrats de change à terme ne sont pas pris en compte.

Évaluation des opérations de swap de taux d'intérêt

Les opérations de swap de taux d'intérêt conclues de gré à gré pour couvrir les positions de taux d'intérêt de la Banque ne sont pas évaluées au prix du marché, sauf si elles couvrent des valeurs mobilières à revenu fixe incluses dans le portefeuille d'investissement au coût ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Le cas échéant, les swaps de taux d'intérêt sont évalués selon la même méthode que les titres couverts. Les règles d'évaluation suivantes s'appliquent :

- lorsque les pertes latentes sur les titres couverts sont supérieures aux profits latents sur les swaps de taux d'intérêt, les pertes nettes latentes doivent être rapportées en résultat ;
- lorsque les pertes latentes sur les swaps de taux d'intérêt sont supérieures aux profits latents sur les titres couverts, les pertes nettes latentes doivent être rapportées en résultat ;
- lorsque les profits latents sur les titres couverts sont supérieurs aux pertes latentes sur les swaps de taux d'intérêt, les profits nets latents ne doivent pas être rapportés en résultat ;
- lorsque les profits latents sur les swaps de taux d'intérêt sont supérieurs aux pertes latentes sur les titres couverts, les profits nets latents ne doivent pas être rapportés en résultat.

Évaluation des opérations de swap de taux d'intérêt et de devises

Une opération de swap de taux d'intérêt et de devises est une unité économique formée par des opérations à terme et au comptant. Puisque les parties à terme et au comptant des opérations de swap de taux d'intérêt et de devises forment une unité économique et se couvrent mutuellement, elles ne supportent aucun risque de change. Par conséquent, les écarts de change issus de la réévaluation des éléments au comptant couverts à terme sont annulés par les comptes de régularisation. En ce qui concerne les opérations de swap de taux d'intérêt et de devises associées à des éléments du bilan, la surcote ou décote est répartie *pro rata temporis* dans les comptes de régularisation du bilan (respectivement dans les postes « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » de l'actif et « Charges à payer et produits constatés d'avance » du passif). Les comptes de résultat à utiliser sont les « Intérêts à recevoir et assimilés » ou les « Intérêts à payer et assimilés » (sans compensation). Concernant les opérations de swap de taux d'intérêt et de devises qui ne sont pas associées à des éléments du bilan, les surcotes (valeurs positives) sont ignorées et les décotes (valeurs négatives) sont entièrement provisionnées.

Stratégie relative aux instruments financiers

Les activités de la Banque portent principalement sur l'utilisation d'instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction.

Note 3 – Informations sur les instruments financiers

Informations sur les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction

Les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction au 31 décembre 2023 sont analysés ci-après par catégorie et par échéance contractuelle résiduelle :

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers					
Caisse, banques centrales et CCP	453 072 036	---	---	---	453 072 036
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	4 966 795	116 649 114	447 727 143	20 084 790	589 427 842
Prêts et avances aux établissements de crédit	716 734 901	122 624 434	107 524 887	---	946 884 222
Prêts et avances à la clientèle	235 991 897	295 748 608	1 323 294 040	462 368 549	2 317 403 094
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	63 806 007	207 099 615	418 389 756	---	689 295 378
Actions et autres titres à rendement variable	---	755 500	9 927 868	---	10 683 368
Total des actifs financiers	1 474 571 636	742 877 271	2 306 863 694	482 453 339	5 006 765 940

Les réserves minimales obligatoires de 36 268 708 euros sont incluses dans le poste « Caisse, banques centrales et CCP ».

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers					
Dettes envers les établissements de crédit	271 900 726	127 000 000	1 371 696 833	---	1 770 597 559
Dettes envers la clientèle	1 642 108 480	498 945 461	430 832 579	---	2 571 886 520
Passifs subordonnés	---	---	---	200 000 000	200 000 000
Total des passifs financiers	1 914 009 206	625 945 461	1 802 529 412	200 000 000	4 542 484 079
Éléments hors bilan					
Passifs éventuels	25 174 642	149 960 721	135 731 168	---	310 866 531
Engagements	22 414 104	282 468 820	920 726 065	90 961 162	1 316 570 151
	47 588 746	432 429 541	1 056 457 233	90 961 162	1 627 436 682

Au 31 décembre 2023, la Banque n'utilisait pas d'instruments primaires à des fins de transaction.

Passifs subordonnés

Les emprunts suivants représentent la totalité du montant de 200 000 000 d'euros de passifs subordonnés aux clôtures des exercices 2023 et 2022.

La Banque a enregistré 7 747 036 euros (2022 : 1 282 948 euros) de passifs subordonnés au cours de l'exercice.

Contrat de prêt subordonné entre la Banque et ICBC Ltd.

Date de tirage	Durée	Date d'échéance	Devise	Montant de l'emprunt	Taux d'intérêt
28 avril 2021	10 ans	28 avril 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +90 pb
1 ^{er} juillet 2021	10 ans	1 ^{er} juillet 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +65 pb
24 septembre 2021	10 ans	24 septembre 2031	Euros	50 millions	CCS Euribor 6 mois + pb fixes contre SOFR 3 mois +80 pb
20 décembre 2021	10 ans	22 décembre 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +40 pb et plancher « all in » de 0,01 %

Aux fins du calcul du ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque, les passifs subordonnés peuvent, dans une certaine mesure, être assimilés à des fonds propres.

Les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction au 31 décembre 2022 sont analysés ci-après par catégorie et par échéance résiduelle :

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers					
Caisse, banques centrales et CCP	2 018 547 779	---	---	---	2 018 547 779
Bons du Trésor et autres titres éligibles au	85 342 119	23 767 609	402 869 259	143 802 604	655 781 591

refinancement auprès des
banques centrales

Prêts et avances aux établissements de crédit	506 019 742	121 882 618	260 941 309	---	888 843 669
Prêts et avances à la clientèle	176 327 713	548 145 692	1 885 367 637	365 586 703	2 975 427 745
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	9 195 397	94 633 117	634 991 243	48 496 719	787 316 476
Actions et autres titres à rendement variable	---	---	691 488	15 110 000	15 801 488

Total des actifs financiers **2 795 432 750 788 429 036 3 184 860 936 572 996 026 7 341 718 748**

Les réserves minimales obligatoires de 59 984 649 euros sont incluses dans le poste « Caisse, banques centrales et CCP ».

Valeur comptable en euros

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers					
Dettes envers les établissements de crédit	811 822 371	---	1 950 159 572	---	2 761 981 943
Dettes envers la clientèle	2 297 349 046	840 500 000	810 000 000	---	3 947 849 046
Passifs subordonnés	---	---	---	200 000 000	200 000 000
Total des passifs financiers	3 109 171 417	840 500 000	2 760 159 572	200 000 000	6 909 830 989
Éléments hors bilan					
Passifs éventuels	5 533 360	214 152 731	153 100 171	---	372 786 263
Engagements	300 000	9 724 139	1 271 660 757	164 025 359	1 445 710 255
	5 833 360	223 876 870	1 424 760 929	164 025 359	1 818 496 518

Au 31 décembre 2022, la Banque n'utilisait pas d'instruments primaires à des fins de transaction.

Informations sur les instruments financiers dérivés – opérations de change associées à des éléments du bilan (swaps de trésorerie)

Les tableaux ci-après présentent une synthèse, aux 31 décembre 2023 et 2022, des instruments financiers dérivés généralement utilisés par la Banque à des fins de couverture, en fonction de leur montant notionnel, de leur échéance résiduelle et de leur juste valeur :

**Catégories
d'instruments au
31 décembre
2023 (en euros)**

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total du montant notionnel	Juste valeur
Swaps de change	592 620 834	---	---	---	592 620 834	-605 579
Total	592 620 834	---	---	---	592 620 834	-605 579

Catégories d'instruments au 31 décembre 2022 (en euros)					Total du montant notionnel	Juste valeur
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Swaps de change	333 081 798	---	---	---	333 081 798	-206 462
Total	333 081 798	---	---	---	333 081 798	-206 462

Informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction et aux instruments financiers transférés durant l'année sous forme de crédits commerciaux et de participations en risque financées

La Banque est exposée au risque de crédit, qui est le risque qu'une contrepartie soit dans l'incapacité de payer l'intégralité des montants dus lorsqu'ils sont exigibles. La Banque structure les niveaux de risque de crédit qu'elle prend avec un nombre de contreparties limité et précis.

Informations sur les instruments financiers dérivés – opérations de change non associées à des éléments du bilan (swaps de transaction)

Au 31 décembre 2023, la Banque n'avait pas conclu de contrats de swap de transaction.

Au 31 décembre 2022, la Banque n'avait pas conclu de contrats de swap de transaction.

Informations sur les instruments financiers dérivés – couverture (swap de taux d'intérêt)

Les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture, auxquels les règles d'évaluation des couvertures s'appliquent, sont des swaps de taux d'intérêt que la Banque a conclus pour couvrir des valeurs mobilières.

Au 31 décembre 2023, la Banque avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières.

Catégories d'instruments au 31 décembre 2023 (en euros)					Total du montant notionnel	Juste valeur
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Swaps de taux d'intérêt	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 131 666
Total	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 131 666

Au 31 décembre 2022, la Banque n'avait pas conclu de contrat de swap de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières.

Informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction et aux instruments financiers transférés durant l'année sous forme de crédits commerciaux et de participations en risque financées

La Banque est exposée au risque de crédit, qui est le risque qu'une contrepartie soit dans l'incapacité de payer l'intégralité des montants dus lorsqu'ils sont exigibles. La Banque structure les niveaux de risque de crédit qu'elle prend avec un nombre de contreparties limité et précis.

Le tableau ci-après indique la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers inscrits au bilan et hors bilan (après ajustement forfaitaire/amortissements).

Au 31 décembre 2023 (en euros)	Exposition au risque de crédit	Garanties (*)	Exposition nette au risque de crédit
--------------------------------	-----------------------------------	---------------	--

Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	589 427 842	---	589 427 842
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	689 295 378	---	689 295 378
Prêts et avances aux établissements de crédit	946 884 222	150 000 000	796 884 222
Prêts et avances à la clientèle	2 317 403 094	1 940 954 995	376 448 849
Engagements de prêt et assimilés	1 316 570 151	291 101 302	1 025 468 849
Garanties financières et autres passifs éventuels liés au crédit	310 866 533	220 940 166	89 926 367
Total	6 170 447 220	2 602 996 463	3 567 450 757

(*) Les garanties sont principalement constituées de garanties intragroupe.

En 2023, la Banque a comptabilisé un amortissement additionnel de 3 399 831 euros au titre des prêts et avances et des provisions pour passifs éventuels et engagements (2022 : 35 306 041 euros).

Au 31 décembre 2023, le solde total des provisions pour prêts et avances et expositions hors bilan s'élevait à 11 091 574 euros (2022 : 44 401 447 euros).

En 2023, 68 actifs de crédit (d'une valeur de 2 797 610 011 euros, 406 000 000 de dollars américains et 625 000 000 de zloty) ont été transférés par la Banque à la succursale luxembourgeoise d'Industrial and Commercial Bank of China Limited (la « Succursale »). Il s'agissait de 68 prêts et garanties.

Au 31 décembre 2022 (en euros)	Exposition au risque de crédit	Garanties (*)	Exposition nette au risque de crédit
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	655 781 591	---	655 781 591
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	787 316 476	---	787 316 476
Prêts et avances aux établissements de crédit	888 843 669	---	888 843 669
Prêts et avances à la clientèle	2 975 427 745	1 817 768 826	1 157 658 919
Engagements de prêt et assimilés	1 445 710 255	832 103 510	613 606 745
Garanties financières et autres passifs éventuels liés au crédit	372 786 263	284 630 009	88 156 254
Total	7 125 865 999	2 934 502 345	4 191 363 654

(*) Les garanties sont principalement constituées de garanties intragroupe.

En 2022, 85 actifs de crédit (d'une valeur de 3 671 806 989 euros, 881 000 000 de dollars américains et 1 325 000 000 de zloty) ont été transférés par la Banque à la Succursale. Il s'agissait de 85 prêts et garanties.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Banque était exposée au risque de crédit suivant lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction, diminués des ajustements forfaitaires/amortissements, par catégorie d'instrument et par région :

Valeur comptable	31.12.2023 Euros	31.12.2022 Euros
Actifs financiers		
Par catégorie d'instrument et région géographique		
Prêts et avances aux établissements de crédit	946 884 222	888 843 669

<i>dont pays non membres de l'UE</i>	165 413 108	291 276 090
Prêts et avances à la clientèle	2 317 403 094	2 975 427 745
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	210 321 266	217 364 086
Valeurs mobilières	1 278 723 220	1 443 098 067
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	553 599 418	637 748 800
Total	4 543 010 536	5 307 369 480
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	929 333 792	1 146 388 976

Informations sur le risque de marché

Le risque de marché est le risque que la valeur d'un investissement ou d'une exposition diminue en raison de l'évolution de facteurs de marché. Sur le marché monétaire, l'exposition peut provoquer une perte potentielle en cas de décalage dans les circonstances de la transaction ; sur le marché des changes, une perte potentielle peut également se produire lors de la neutralisation (« squaring ») de positions ouvertes, notamment dans un contexte de volatilité des marchés.

La gestion du risque de marché constitue un élément clé des activités de la Banque sur les marchés financiers. Une bonne gestion du risque de marché assure des perspectives favorables pour les activités de la Banque sur les marchés financiers, tout en minimisant le risque de pertes significatives. Le siège d'ICBC autorise les limites de contrôle – expositions, montant des pertes potentielles – en fonction du risque de taux d'intérêt et du risque de change relatifs pour la Banque, et revoit ces limites une fois par an. Ces limites doivent être rigoureusement respectées lors des transactions. Le Pôle Marché financier applique les limites fixées en temps utile en fonction des performances et du comportement de chaque opérateur. Le Pôle Gestion des risques contrôle ces limites en continu.

Le risque de marché est géré dans les limites suivantes :

Pour les activités sur le marché monétaire, elles comprennent :

- les limites concernant les dépôts interbancaires ;
- un délai pour chaque transaction.

Pour les activités sur le marché des changes, elles comprennent :

- une limite des expositions quotidiennes ;
- une limite des expositions au jour le jour ;
- le montant des pertes potentielles de la salle des marchés.

Note 4 – Valeurs mobilières

Valeurs mobilières autres que des actions et autres titres à rendement variable

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les valeurs mobilières cotées étaient réparties en portefeuille de la façon suivante :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Portefeuille d'investissement	196 012 925	145 478 743
Portefeuille structurel	1 082 710 295	1 297 619 324
	1 278 723 220	1 443 098 067

Au 31 décembre 2023, les titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe ainsi que les bons du Trésor du portefeuille d'investissement sont détenus à des fins de rendement.

Au 31 décembre 2023, les titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe ainsi que les bons du Trésor du portefeuille structurel devraient être utilisés dans le cadre des activités courantes de la Banque.

Les titres remboursables à moins d'un an s'élèvent à 394 201 141 euros (2022 : 212 648 232 euros).

Au 31 décembre 2023, le montant cumulé des amortissements des surcotes/décotes sur ces titres s'élevait à 14 360 281 euros (2022 : 15 780 782 euros), et la fraction des surcotes/décotes non encore

amortie s'élevait à 1 554 864 euros (2022 : 12 494 872 euros).

Au 31 décembre 2023, la valeur de marché des titres détenus par la Banque s'élevait à 1 265 926 828 euros (2022 : 1 428 715 100 euros).

Le coût amorti ou la valeur de marché, si celle-ci est inférieure, des titres détenus par la Banque qui comprennent également le montant cumulé des surcotes/décotes s'élève à 1 278 723 220 euros (2022 : 1 443 098 067 euros).

Le coût amorti ou la valeur de marché, si celle-ci est inférieure, des titres détenus par la Banque s'élève à 63 371 597 euros (2022 : 104 904 720 euros).

La Banque a conclu des transactions sur la base d'accords fermes de pension livrée pour un montant de 91 000 000 d'euros (2022 : 91 000 000 d'euros). Au 31 décembre 2023, la valeur du financement obtenu par la Banque en vertu de ces accords est de 77 000 000 d'euros (2022 : 77 000 000 d'euros).

Actions cotées et autres titres à rendement variable

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les titres cotés étaient les suivants :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Actions cotées	9 927 868	691 488
Autres titres à rendement variable (UCITS)	755 500	15 110 000
	10 683 368	15 801 488

Les actions cotées détenues par la Banque au 31 décembre 2023 ont été reçues au titre du règlement de prêt pour un client ayant fait l'objet d'une restructuration financière. Les actions cotées détenues au 31 décembre 2022 ont été entièrement cédées au cours de l'exercice 2023.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, la Banque ne détenait pas d'action non cotée.

Les autres titres à rendement variable (UCITS) correspondent à des placements dans des titres du fonds ICBC (Europe) UCITS SICAV – China Opportunity RQFII. La Banque apporte du capital d'amorçage pour permettre au fonds d'avoir un capital de base minimum lors de son lancement. Au bout d'un certain temps, les entrées dans le fonds sont suffisantes pour que celui-ci puisse restituer le capital à la Banque.

Au 31 décembre 2023, la valeur de marché des autres titres à rendement variable détenus par la Banque s'élevait à 873 185 euros (2022 : 17 529 669 euros). Au 31 décembre 2023, le coût des actions lors de leur acquisition s'élevait à 755 500 euros (2022 : 15 110 000 euros), entraînant un profit latent de 117 685 euros (2022 : profit latent de 2 419 669 euros).

Note 5 – Variations des immobilisations corporelles

(en euros)	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions	Cessions / échéance	Effet de réévaluation (1)	Valeur brute à la clôture
Titres d'emprunt (portefeuille d'investissement)	145 836 330	103 494 570	-52 920 108	---	196 410 792
Immobilisations incorporelles (4)	717 059	20 400	-6 553	---	730 906
Immobilisations corporelles :	37 794 387	147 553	-172 925	21 831	37 790 846
- terrains et immeubles (5)	25 928 648	---	---	---	25 928 648
- équipement technique et machines	4 696 521	147 553	-172 925	-13 244	4 657 905
- autres mobiliers et agencements, outils et équipements	7 169 218	---	---	35 075	7 204 293

(en euros)	Amortisse- ments cumulés à l'ouverture	Ajustements / acquisitions (2)	Cessions / échéance (3)	Effet de réévaluation (1)	Amortisse- ments cumulés à la clôture (1)(2)	Valeur nette comptable à la clôture
Titres d'emprunt (portefeuille d'investissement)	-357 587	-40 280	---	---	-397 867	196 012 925
Immobilisations incorporelles (4)	-651 435	-31 392	-13 696	-85	-696 608	34 298
Immobilisations corporelles :	-12 065 219	-595 677	123 729	-39 247	-12 576 415	25 214 431
- terrains et immeubles (5)	-1 943 143	-211 508	-9 568	---	-2 164 219	23 764 429
- équipement technique et machines	-4 264 869	-176 711	133 297	---	-4 308 283	349 622
- autres mobiliers et agencements, outils et équipements	-5 857 208	-207 458	---	-39 247	-6 103 913	1 100 380

(1) Y compris l'impact de change.

(2) Y compris l'impact de la provision forfaitaire.

(3) Représentant l'amortissement cumulé des immobilisations cédées/échues.

(4) Représentant les logiciels informatiques.

(5) En décembre 2012, la Banque a acquis un immeuble à Madrid et engagé des dépenses d'investissements sur ce bien en 2014.

Note 6 – Transactions avec des parties liées

Au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date, la Banque n'a conclu aucune transaction importante avec des parties liées (telles que définies par IAS 24 « Informations relatives aux parties liées ») à des conditions qui ne seraient pas équivalentes à celles qui prévalent dans des transactions effectuées selon le principe de pleine concurrence.

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les transactions suivantes avec des parties liées étaient inscrites à l'actif du bilan :

	31.12.2023 Euros	31.12.2022 Euros
Prêts et avances aux établissements de crédit	646 937 585	557 042 818
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	98 520 958	107 757 629
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	4 953 963	220 119
	750 412 506	665 020 556

Les transactions suivantes avec des parties liées étaient inscrites au passif du bilan :

	31.12.2023 Euros	31.12.2022 Euros
Dettes envers les établissements de crédit	1 570 160 927	2 416 082 674
Charges à payer et produits constatés d'avance	11 885 531	5 973 875
Passifs subordonnés	200 000 000	200 000 000
	1 782 046 458	2 622 056 579

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les transactions suivantes avec des parties liées étaient hors bilan :

31.12.2023	31.12.2022
------------	------------

	Euros	Euros
Passifs éventuels	11 278 741	28 125 391
	11 278 741	28 125 391

Des transactions avec des parties liées réalisées en 2023 figurent également dans le compte de résultat, sous les postes suivants :

- Intérêts à recevoir et assimilés pour 12,9 millions d'euros (2022 : 8,5 millions d'euros)
- Intérêts à payer et assimilés pour 80,5 millions d'euros (2022 : 27,8 millions d'euros)
- Commissions à recevoir pour 19,5 millions d'euros (2022 : 10,0 millions d'euros)
- Commissions à payer pour 7,4 millions d'euros (2022 : 4,3 millions d'euros)
- Autres produits opérationnels pour 11,4 millions d'euros (2022 : 8,9 millions d'euros)
- Autres charges opérationnelles pour 1,4 million d'euros (2022 : 2,2 millions d'euros)

Note 7 – Autres actifs et passifs

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les « Autres actifs » étaient les suivants :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Remboursement d'impôts (TVA)	163 272	103 260
Comptes de régularisation/compensation	1 091 080	454 580
Autres créances	3 311 288	2 345 781
	4 565 639	2 903 621

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les « Autres passifs » étaient les suivants :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Créanciers privilégiés	4 752 804	4 927 362
Comptes de régularisation	598 170	1 277 318
Montants en attente	1 714 898	2 214 918
Autres/comptes de compensation	239 364	62 096
	7 305 236	8 481 694

Les montants en attente, qui s'élèvent à 1 714 898 euros (2022 : 2 214 918 euros) représentent des versements de clients en attente.

La position des créanciers privilégiés s'élève à 4 752 804 euros (2022 : 4 927 362 euros) et reflète principalement les passifs fiscaux et les charges sociales.

Note 8 – Charges constatées d'avance et produits à recevoir/charges à payer et produits constatés d'avance

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les charges constatées d'avance et produits à recevoir étaient les suivants :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Intérêts courus à recevoir et assimilés	21 638 770	21 444 892
Impôts payés d'avance	9 240 118	9 549 314
Commissions à recevoir	3 561 108	1 859 907
Neutralisation des swaps de trésorerie	3 452 374	158 985

Autres charges payées d'avance	229 741	118 037
	38 122 111	33 131 135

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les charges à payer et produits constatés d'avance étaient les suivants :

	31.12.2023	31.12.2022
	Euros	Euros
Intérêts courus à payer et assimilés	26 893 633	17 313 348
Autres produits constatés d'avance et commissions	17 709 757	19 362 604
Montant cumulé des amortissements des surcotes/décotes sur valeurs mobilières	16 329 233	17 771 374
Décote de swaps de trésorerie répartie <i>pro rata temporis</i>	2 655 856	597 222
Commissions à payer	1 029 708	672 924
	64 618 187	55 717 471

Note 9 – Actifs et passifs libellés en devises

Au 31 décembre 2023, le montant total des actifs et passifs de la Banque libellés en devises, converti en euros, représente respectivement la contre-valeur de 1 105 910 545 euros et 1 279 351 430 euros (2022 : actifs de 1 777 611 100 euros et passifs de 1 920 120 007 euros).

Note 10 – Capital souscrit

Au 31 décembre 2023, le capital entièrement libéré de la Banque s'élevait à 437 432 880 euros (2022 : 437 432 880 euros), divisé en 36 452 740 actions nominatives (2022 : 36 452 740 actions nominatives) d'une valeur nominale de 12,00 euros chacune.

Note 11 – Variations des réserves, résultat non distribué et résultat de l'exercice

Les variations des réserves, le résultat non distribué et le résultat de l'exercice sont résumés ci-après :

	Réserve légale Euros	Résultat non distribué Euros	Résultat de l'exercice Euros
Solde à l'ouverture	7 884 416	111 495 294	-147 706 626
Affectation du résultat de 2022 (1)	---	-147 706 626	147 706 626
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023	---	--	25 695 140
Total	7 884 416	-36 211 332	25 695 140

(1) L'Assemblée générale des actionnaires du 31 mai 2023 a approuvé l'affectation du résultat de 2022.

Réserve légale

Conformément à la législation luxembourgeoise, la Banque doit transférer au moins 5 % de son résultat annuel à la réserve légale à concurrence de 10 % du capital souscrit. La réserve légale n'est pas distribuable.

Autres réserves

La législation fiscale luxembourgeoise prévoit un dégrèvement de l'impôt sur l'actif net des sociétés à condition qu'une réserve spécifique soit constituée et représente cinq fois le passif fiscal lié audit impôt pour l'exercice. Cette réserve, qui ne peut être distribuée pendant une période de cinq ans, est établie à travers une affectation du résultat non distribué.

Note 12 – ProvisionsProvisions pour impôts

La Banque est soumise à l'impôt au Luxembourg et dans les pays où ses succursales exercent leurs activités. Elle est redevable de l'impôt sur le revenu et sur l'actif net. Les dettes fiscales sont comptabilisées au bilan sous le poste « Provisions pour impôts ». Au 31 décembre 2023, les provisions pour impôts s'élevaient à 7 981 682 euros (2022 : 4 284 480 euros). Les acomptes d'impôt sont comptabilisés au bilan sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » pour un montant de 9 240 118 euros (2022 : 9 549 314 euros) (voir Note 8).

Depuis 2012, la Banque et la Succursale constituent un groupe d'intégration fiscale. La Succursale chapeaute le groupe d'intégration fiscale et est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités et à l'impôt commercial communal au titre des résultats du siège de la Banque.

En décembre 2023, le parlement luxembourgeois a transposé en droit interne la directive (UE) 2022/2523 du Conseil visant à assurer un taux d'imposition minimum de 15 % pour certains groupes multinationaux et groupes nationaux de grande envergure dans l'Union européenne (ci-après la « Directive Pilier 2 »). Celle-ci s'applique aux exercices fiscaux à compter du 31 décembre 2023. En date du présent rapport, la direction continue d'évaluer l'impact potentiel de la Directive Pilier 2 sur ses performances financières futures.

Le siège de la Banque au Luxembourg est assujéti à la réglementation fiscale générale applicable aux établissements de crédit situé au Luxembourg. Ses succursales sont soumises aux réglementations fiscales générales des juridictions dans lesquelles elles opèrent. Au 31 décembre 2023, les succursales de Milan et de Paris enregistrent des pertes fiscales reportées pouvant être compensées par d'éventuels bénéfices imposables futurs générés par ces succursales. Conformément à la politique comptable de la Banque, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans ses états financiers.

Autres provisions

Au 31 décembre 2023, les « Autres provisions » comprenaient la provision pour traitements, salaires et charges sociales d'un montant de 16 916 028 euros (2022 : 14 115 718 euros), les provisions pour litiges en attente d'un montant de 2 344 euros (2022 : 2 344 euros) et d'autres provisions concernant principalement des opérations hors bilan pour un montant de 593 759 euros (2022 : 2 006 980 euros).

Note 13 – Programme de garantie des dépôts

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et de la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été votée le 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs mis en place par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) a été remplacé par un nouveau système fondé sur des contributions. Ce dernier couvre les dépôts éligibles de chaque déposant à concurrence de 100 000 euros et les investissements à concurrence de 20 000 euros. La Loi prévoit également que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou tout autre objectif précis sont couverts pour un montant supérieur à 100 000 euros pendant 12 mois.

Le montant financé du Fonds de résolution Luxembourg (FRL) devrait atteindre au moins 1 % des dépôts garantis, au sens de l'article 1, point 36 de la Loi, de l'ensemble des établissements de crédit agréés dans les États membres participants d'ici fin 2024. Ce montant est versé par les établissements de crédit par le biais de contributions annuelles entre 2015 et 2024.

Le niveau cible de financement du Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg (FGDL) est fixé, au sens de l'article 163, point 8 de la Loi, à 0,8 % des dépôts garantis des établissements de crédit concernés, et doit être atteint d'ici fin 2018 via le versement de contributions annuelles. Les contributions prendront la forme de versements annuels entre 2016 et 2018. Lorsque le niveau de 0,8 % sera atteint, les

établissements de crédit luxembourgeois continueront de verser des contributions pendant encore huit ans afin de constituer un coussin de sécurité supplémentaire à hauteur de 0,8 % des dépôts garantis au sens de l'article 163, point 8 de la Loi.

La loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 prévoit une reprise de la provision AGDL sans redevance fiscale par tranches annuelles entre 2016 et 2026, à condition que le montant extourné au titre de chaque exercice soit au moins égal aux montants des contributions au FGDL et au FRL effectuées à charge du même exercice. Le solde de la provision AGDL non encore repris au terme de la période transitoire sera extourné et rattaché au résultat imposable de l'exercice 2026.

Le 18 janvier 2017, la CSSF a publié une circulaire relative à l'abrogation de la provision AGDL et au traitement comptable qui en résulte afin de permettre aux banques de réaliser un suivi comptable du traitement fiscal prévu par la loi du 23 décembre 2016. En conséquence, la Banque a repris la provision FGDL en 2017.

Au 31 décembre 2023, la contribution en numéraire réalisée au cours de l'exercice au titre de la provision FGDL a été comptabilisée dans les « Autres charges opérationnelles » pour un montant de 19 855 euros (2022 : 6 377 euros).

Par ailleurs, la contribution au FRL d'un montant de 3 534 342 euros au titre de l'exercice 2023 a été versée par la Banque et comptabilisée dans le poste « Autres charges opérationnelles » (2022 : 3 661 380 euros).

Note 14 – Intérêts à recevoir et à payer

Intérêts à recevoir et assimilés

	2023	2022
	Euros	Euros
Dont :		
Prêts et avances	172 628 669	92 931 834
Bons du Trésor et titres d'emprunt (amortissement des décotes)	27 231 393	29 521 482
Impact des taux d'intérêt négatifs sur positions au passif	27 187	3 151 767
Trésorerie auprès de banques centrales	15 708 761	3 616 442
	215 596 010	129 221 525

Intérêts à payer et assimilés

	2023	2022
	Euros	Euros
Dont :		
Dettes envers les établissements de crédit	101 054 459	38 400 370
Bons du Trésor et titres d'emprunt (amortissement des surcotes)	5 958 273	8 921 083
Dettes envers la clientèle	76 716 063	32 449 400
Trésorerie auprès de banques centrales (taux d'intérêt négatif)	--	1 757 450
Impact des taux d'intérêt négatifs sur positions à l'actif	21 254	1 194 679
Autres	537 322	463 639
Décote de swaps de trésorerie	---	206 215
	184 287 371	83 392 836

Note 15 – Commissions à recevoir et à payer

Les commissions à recevoir sont principalement liées aux commissions d'arrangement et d'engagement. Les commissions à payer correspondent principalement aux frais de participation aux risques versés par la Banque à la Succursale, afin de réduire l'exposition au risque et d'autres charges de la Banque.

Note 16 – Résultat financier net

Aux 31 décembre 2023 et 2022, le résultat financier net était le suivant :

	2023	2022
	Euros	Euros
Résultat financier net		
- obligations	-5 402 748	-2 301 267
- effet de change	-1 223 026	134 573
- instruments financiers dérivés	-9 078 544	-5 008 608
- actions et autres titres à rendement variable	2 475 566	-
Total	-13 228 752	-7 175 302

Le résultat financier net comprend principalement des pertes latentes et réalisées et des profits réalisés sur des instruments financiers.

Note 17 – Répartition des produits par secteur géographique

Les produits de la Banque proviennent du Luxembourg (20 %), des États membres de l'Union européenne hors Luxembourg (57 %) et d'États hors Union européenne (23 % – principalement la République populaire de Chine (1 %) et de la région administrative spéciale de Hong Kong (0,2 %)).

Note 18 – Autres produits et charges opérationnels

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les « Autres produits opérationnels » étaient les suivants :

	2023	2022
	Euros	Euros
Services partagés	11 436 737	8 731 209
Autres	1 843 681	601 918
Remboursement de la TVA	1 380 529	164 847
Total	14 660 947	9 497 974

Au 31 décembre 2023, les « Autres produits opérationnels » correspondaient principalement aux produits tirés des charges pour services partagés entre la Banque et la Succursale (voir Note 20) pour un montant de 11 436 737 euros (2022 : 8 936 684 euros).

Aux 31 décembre 2023 et 2022, les « Autres charges opérationnelles » étaient les suivantes :

	2023	2022
	Euros	Euros
Contributions aux FGDL/FRL	3 554 198	3 667 757
Services partagés	1 416 387	2 198 432
Autres	366 766	181 734
Total	5 337 351	6 047 923

Le solde des « Services partagés » comprend les charges pour services partagés entre la Banque et la Succursale pour un montant de 1 416 387 euros (2022 : 2 198 432 euros).

Note 19 – Personnel**Effectifs**

Durant l'exercice, les effectifs moyens de la Banque ont été :

	2023	2022
Direction générale	5	4
Cadres	31	31
Salariés	317	328
Total	353	363

En vertu d'un contrat sur la gamme de services (*service line agreement*) en date du 29 décembre 2015 conclu entre la Banque et la Succursale, cette dernière verse des commissions de gestion à la Banque en contrepartie des services rendus par les salariés de la Banque.

Instances administratives et dirigeantes

Aux 31 décembre 2023 et 2022, il n'existait pas d'engagement de retraite au profit des administrateurs, de la direction générale, des cadres ou des salariés précédents ou actuels.

Aucun prêt ni aucune avance n'ont été consentis aux administrateurs, à la direction générale ou aux cadres de la Banque (2022 : idem).

La rémunération fixe, y compris toutes les indemnités (logement, expatriation, etc.), de la direction générale pour l'exercice 2023 s'élevait à 1 126 369 euros (2022 : 1 286 388 euros). En 2023, les administrateurs ont perçu une rémunération de 336 717 euros (2022 : 312 000 euros).

Note 20 – Services de gestion et de représentation

En vertu d'un contrat de niveau de services (*service level agreement*) conclu entre la Banque et la Succursale, la Banque est autorisée à exercer des activités pour le compte de la Succursale. Ce contrat est entré en vigueur le 29 décembre 2015. La Banque exécute et gère toutes les activités, y compris les ressources humaines, les activités opérationnelles, les procédures comptables et les technologies de l'information, pour la Succursale, dans les limites du contrat de niveau de services.

Note 21 – Honoraires d'audit

Les honoraires (hors TVA), facturés à la Banque par le réviseur d'entreprises agréé et d'autres firmes membres du réseau du réviseur d'entreprises agréé durant l'exercice, sont détaillés ci-après :

	2023	2022
	Euros	Euros
Honoraires d'audit	374 666	363 736
Honoraires liés à l'audit	18 819	88 796
	393 486	452 532

Note 22 – Passifs éventuels et engagements

Passifs éventuels

Au 31 décembre 2023, les passifs éventuels correspondaient à des garanties émises par la Banque, d'un montant de 310 866 533 euros (2022 : 372 786 263 euros).

Engagements

Au 31 décembre 2023, les engagements de la Banque étaient principalement constitués de facilités de crédit non tirées d'un montant de 1 316 570 151 euros (2022 : 1 445 710 255 euros).

Autres engagements

Les engagements locatifs annuels de la Banque s'analysent par échéance, comme suit :

	2023	2022
	Euros	Euros
Moins d'1 an	5 601 068	4 204 695
Entre 1 et 5 ans	13 784 732	10 986 401
Plus de 5 ans	2 541 128	2 387 584
	21 926 928	17 578 680

Note 23 – Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement postérieur au 31 décembre 2023 et susceptible d'affecter de manière significative les états financiers annuels et les informations s'y rapportant pour l'exercice clos à cette date n'est survenu.